

PHILIP AGEE

JOURNAL D'UN AGENT SECRET

DIX ANS DANS LA CIA



combats
SEUIL

PHILIP
AGEE

JOURNAL D'UN AGENT SECRET

SEUIL

Les Services britanniques m'attendaient : mon nom figurait sur la liste de contrôle de l'immigration, ce qui m'a valu un long entretien sur le bateau qui traverse la Manche, suivi d'une attente encore plus longue. Entre deux séances d'interrogatoire, je suis monté sur le pont et j'ai jeté par-dessus bord la seule bande qui contenait des renseignements sur les Services secrets britanniques. Ce n'était pas nécessaire, puisque mes bagages n'ont finalement pas été fouillés, mais je ne pouvais pas me permettre de compromettre d'emblée ma situation en Angleterre. Il faudra que je commence dès demain à chercher de l'aide, parce que je n'ai plus guère d'argent que pour quelques jours.

Londres

7 décembre 1972

Me voilà soulagé. J'ai téléphoné à la Commission internationale pour la paix et le désarmement, un groupe qui canalise le mouvement de protestation contre les crimes américains au Vietnam; ils m'ont donné plusieurs adresses et m'ont mis en contact avec un éditeur qui m'aidera à finir mon travail. J'ai maintenant un contrat de publication pour l'Angleterre, assorti d'une avance qui devrait me permettre d'aller jusqu'au bout, d'une aide pour les transcriptions et d'autres avantages importants.

De plus, en commençant à me plonger dans la lecture des journaux au British Museum, je me suis rendu compte que j'étais enfin tombé sur la mine d'or que je cherchais depuis trois ans. En moins d'une semaine, j'ai trouvé mentionnés un si grand nombre d'événements dans lesquels nous avons trempé que j'ai décidé de lire tous les journaux, jour après jour, depuis mon départ pour l'Équateur jusqu'à mon retour d'Uruguay. Les journaux de Mexico me seront également précieux pour certains événements précis que j'ai choisis d'approuver. L'éditeur est d'accord pour ce nouveau délai — cela peut retarder la fin de la rédaction de quelques mois, voire d'un an ou plus, mais ça en vaut la peine. J'ai parfois l'impression de lire les dossiers mêmes de la CIA, tant son intervention transparaît derrière chaque événement. J'arriverai peut-être à rendre le récit des opérations plus lisible en présentant le livre sous la forme d'un journal.

J'ai commencé par essayer de vivre sous un faux nom mais chaque soir, en quittant le British Museum, j'étais suivi par une équipe de surveillance; de guerre lasse, j'ai renoncé à tous les efforts que je faisais pour dissimuler mon adresse. De toute évidence, on ouvre

à nouveau mon courrier, et des rendez-vous que j'avais pris par téléphone ont été immédiatement placés sous surveillance. C'est un travail si maladroit et si peu discret qu'il m'arrive de me demander s'il n'a pas principalement pour but de m'épuiser par harcèlement : quoi qu'il en soit, si les Services britanniques s'en tiennent là, je pourrai terminer le livre en toute tranquillité.

J'ai discuté au téléphone avec Sal, ainsi qu'avec Leslie qui a encore essayé de m'attirer en Espagne mais qui a refusé de m'envoyer de l'argent. Finalement, Sal est venu m'aider à Londres (il ne sait peut-être pas que j'ai trouvé d'autres soutiens); dès notre première rencontre, je lui ai dit que je n'accepterais plus son aide s'il ne me donnait pas certains renseignements. Laissant clairement entendre que je considérais Leslie comme une espionne, mais sans en donner les raisons, je lui ai posé toute une série de questions concernant son passé universitaire et ses relations avec la presse *underground* américaine. Nous en sommes venus à parler de cette fameuse machine à écrire qu'il m'avait prêtée et, comme il a de nouveau refusé de me dire d'où elle venait, je lui ai dit qu'il n'était pas possible de continuer dans ces conditions. La seule conclusion que je puisse tirer de toute cette affaire, c'est que la CIA n'a pas dû réussir à trouver une version plausible pour l'affaire de la première machine à écrire, ce qui explique le silence obstiné de Sal. Bien sûr, il existe une probabilité infime pour que Sal ait été la victime d'une incroyable série de coïncidences; mais, de toute façon, il ne m'est plus possible de continuer à avoir affaire à lui.

A côté de ces bonnes nouvelles, il reste un point plus sombre. Dès que j'ai eu l'accord oral de l'éditeur pour mon contrat, j'ai téléphoné à mes deux garçons que j'avais assez d'argent pour les faire venir à Noël. A mon grand désespoir, Janet n'a pas accepté de les laisser partir et a insisté pour que ce soit moi qui me déplace. Comme elle sait pertinemment que je ne peux pas courir le risque de retourner aux États-Unis tant que le livre n'est pas terminé, il est probable qu'elle collabore avec la CIA pour essayer de me manœuvrer et de me pousser à retourner voir mes fils aux États-Unis dans un accès de désespoir. Il n'en est bien sûr pas question.

Londres

Octobre 1973

Je termine le livre en me hâtant, plus persuadé que jamais qu'il s'agira sous peu d'un projet réalisé. Ce terrible coup d'État au Chili m'a encouragé à travailler plus vite encore. Les signes qui témoi-

gnaient de la préparation d'un coup d'État ont toujours été évidents. Après l'élection d'Allende, l'aide économique apportée au Chili a connu une chute vertigineuse, alors que l'assistance militaire était inchangée : en 1972, l'aide militaire apportée aux généraux et armés chiliens était plus importante qu'en aucun autre pays d'Amérique latine. A quoi il faut ajouter : la croissance ininterrompue depuis 1970 de la station de la CIA dirigée par Ray Warren; le meurtre du général Schneider; l'activité généreusement financée d'organisations « patriotiques » comme « Patrie et Liberté »; le sabotage économique; la grève des transporteurs de 1972 et le fameux « un dollar par jour de grève » destiné au soutien des grévistes; et la grève des transporteurs de juin dernier — ces deux grèves ont été probablement financées par la CIA, soit par l'intermédiaire de la Fédération internationale des transporteurs (ITF), soit par celui de l'AIFLD qui avait auparavant formé plus de 9 000 travailleurs chiliens, soit par celui du Brésil. Il n'y avait en fait que l'embaras du choix. Et pour finir le plan Z, si semblable au document Flores que nous avons utilisé à Quito et aux charges que nous avons portées contre les Soviétiques à Montevideo, si typique des documents « noirs » de la CIA. A-t-il été placé dans le bureau du ministre par un agent infiltré au ministère? Il est probable que les généraux chiliens ont tout simplement demandé à la station de le rédiger, exactement comme nos collaborateurs uruguayens nous avaient demandé de rédiger le texte qui devait faire la preuve de l'intervention de l'Union soviétique dans les conflits du travail de 1965 et 1966.

La participation du Brésil tant aux préparatifs du coup d'État qu'à la répression qui a suivi constitue une démonstration parfaitement claire du rôle d'auxiliaire principal que les États-Unis entendent faire jouer au Brésil dans leur volonté de continuer à faire subir à l'Amérique latine l'hégémonie du monde capitaliste. Les exilés brésiliens arrêtés au Chili reconnaissent les visages de ceux qui furent déjà leurs tortionnaires dans les geôles brésiliennes, au moment même où ils sont contraints de subir pour la seconde fois la même horreur. Ce qui se passe aujourd'hui au Chili est un nouveau produit du fascisme brésilien.

Dans quelques mois, dix ans seront passés depuis ce 31 mars qui nous apprit le renversement de Goulart. Quelle joie, quel soulagement! Quel régime nous venions de mettre au monde! Pas seulement du reste grâce au travail d'organisation et d'entraînement des Services de renseignements du régime militaire entrepris par la CIA, ni seulement grâce aux programmes d'assistance militaire — représentant, depuis 1964, 165 millions de dollars en subventions,

ventes à crédit et équipement en surplus, auxquels il faut ajouter les milliers de personnes qui ont reçu un entraînement spécial aux États-Unis; ou au programme AID d'assistance à la police, qui représente une aide de 8 millions de dollars et l'entraînement de plus de 100 000 policiers brésiliens; ou au reste du programme américain global d'assistance économique — représentant plus de 300 millions de dollars pour la seule année 1972 et plus de 4 milliards de dollars pour les vingt-cinq dernières années; ou même aux programmes multilatéraux d'assistance économique, marqués par l'influence prépondérante des États-Unis et représentant plus de 2,5 milliards de dollars depuis 1946 et plus de 700 millions de dollars pour la seule année 1972: mais essentiellement, et c'est ce qui est le plus important, grâce à chacun des centaines de millions de dollars investis au Brésil par les entreprises américaines privées, et qui représentent chacun un soutien d'un dollar apporté au fascisme.

Et tout cela à seule fin de soutenir un régime sous lequel la moitié de la population la plus démunie, la plus marginalisée (quelque 50 millions de personnes) s'appauvrit chaque jour davantage, pendant que la petite élite de dirigeants et leurs valets galonnés bénéficient de richesses chaque jour plus importantes. Tout cela à seule fin de soutenir un régime sous lequel les 5 % que l'échelle des revenus désigne comme les plus privilégiés se partagent 40 % du revenu national, pendant qu'une moitié entière de la population doit lutter pour survivre avec 15 % de ce même revenu national. Tout cela afin de créer la vitrine illusoire d'un « miracle économique » qui cohabite avec un revenu moyen annuel *per capita* de 450 dollars — c'est-à-dire inférieur à ceux du Nicaragua, du Pérou et de neuf autres pays d'Amérique latine — et que même la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies a dû déclarer sans incidence sur les conditions de vie de la plus grande partie de la population brésilienne. Tout cela pour un régime qui doit réclamer à cor et à cri des marchés pour ses exportations, parce que la création d'un marché intérieur implique la mise en œuvre de réformes — redistribution plus égalitaire du revenu national, diminution de la répression, etc. — et peut-être même l'affaiblissement de la dictature. Tout cela pour un régime stigmatisé dans le monde entier pour les tortures barbares et le traitement inhumain infligé quotidiennement à des milliers de prisonniers politiques, y compris des prêtres, des religieuses et... des non-marxistes — dont beaucoup ne survivent pas à ces brutalités, quand ils ne sont pas tout simplement assassinés. La répression au Brésil, c'est aussi la torture des enfants devant leurs parents, afin de forcer ceux-ci à livrer des renseignements. Voilà tous les bienfaits dont bénéficie